

Le gouvernement se dit prêt à négocier, mais en réalité, il n'est pas encore disposé à négocier un changement fondamental de la société, ni à envisager la mise sur pied de structures véritablement démocratiques, ni encore à contempler la fin de la domination blanche... Son programme de réforme n'est pas destiné à mettre fin à l'*apartheid*, mais plutôt à lui donner un aspect moins inhumain.

La campagne visant à accroître les pressions sur le régime sud-africain a pris un second souffle quand les dirigeants des pays du Commonwealth qui avaient appuyé la création du Groupe des sages se sont réunis à Londres du 3 au 5 août 1986. Six des sept chefs de gouvernement présents, sauf la Grande-Bretagne, ont convenu de prendre des mesures économiques additionnelles contre l'Afrique du Sud. Il s'agissait cette fois de prohiber tout prêt bancaire à l'Afrique du Sud, d'interdire les importations d'uranium, de fer, de charbon et d'acier en provenance de ce pays, et de retirer plusieurs services consulaires. À l'automne 1986, les États-Unis, le Japon et des pays de la Communauté européenne ont pris eux aussi diverses dispositions afin de limiter davantage le commerce, les investissements ou d'autres liens avec Prétoria. On était toutefois loin du programme concerté d'action internationale souhaité par les six chefs d'État du Commonwealth. En même temps que le Congrès américain votait en faveur de ces sanctions économiques contre Prétoria, plusieurs sociétés américaines se retiraient d'Afrique du Sud, confirmant ainsi un mouvement qui s'était amorcé en 1985. Entre le début de 1985 et novembre 1986, plus de 70 entreprises avaient abandonné leurs opérations. À ce moment-là, environ une quinzaine de sociétés canadiennes menaient encore des opérations d'importance en Afrique du Sud.

Entre-temps, des mesures décidées par Prétoria ont frappé deux importants organismes *anti-apartheid* du pays : le Front démocratique uni (UDF) s'est vu refuser toute aide financière ou matérielle provenant de l'extérieur du pays, et 100 000 travailleurs noirs du Mozambique, pays sympathique à l'ANC selon Prétoria, ont été forcés de quitter l'Afrique du Sud à l'expiration de leur contrat.

Le 11 décembre, le gouvernement sud-africain a limité encore davantage la liberté de presse; il a institué un système de censure préalable dans